

## **Pourquoi je défends Arkéa**

**Tribune de Didier Le Gac – 19.01.18**

Dès mon élection de député en juin dernier, j'ai souhaité rencontrer Jean Pierre Denis, président de Arkéa, pour évoquer avec lui l'avenir du groupe qu'il dirige, tant ce dossier me semble emblématique de la vie économique de notre territoire. J'ai aussi rencontré à ma permanence et noué des contacts avec les représentants du collectif de salariés (« Vent debout pour l'emploi ») ainsi que les représentants syndicaux CFDT, démis de leurs fonctions d'ailleurs, depuis, par leurs organes centraux.

De la même manière, j'ai très tôt sensibilisé mes collègues députés du département et nous sommes allés à mon initiative rencontrer les dirigeants de l'entreprise, au siège au Relecq-Kerhuon, à l'automne dernier.

Egalement, j'ai provoqué une réunion au cabinet du Premier Ministre, que j'ai interpellé sur ce sujet.

Car en effet, l'avenir du Crédit Mutuel Bretagne Arkéa et celui de la Bretagne sont intimement liés.

Ce groupe bancaire - en plus d'accompagner le quotidien de 1,8 million sociétaires et clients bretons - est l'un des principaux soutiens de notre économie : tant l'économie traditionnelle du territoire (comme l'agriculture, le maritime), que les groupes industriels et les PME locales ou encore l'économie numérique et l'innovation (le CM Arkéa est un partenaire essentiel pour nos jeunes pousses et start-up).

Le Crédit Mutuel Bretagne Arkéa est aussi et surtout un acteur financier « mutualiste ». Et on sait la valeur que cela revêt en Bretagne, terre historique du mouvement coopératif, notamment dans le secteur agricole. On mesure aussi ce que la région doit à ces volontés de mutualisation et de projets initiés dans des démarches collectives.

Alors oui, même s'il y a toujours une part d'incertitude ou de craintes à prendre un nouveau départ et quitter une position acquise, je soutiens le choix récent des dirigeants de l'indépendance de l'entreprise.

D'une part, parce que les résultats d'Arkéa sont très performants (ses résultats 2017 viennent encore de le démontrer) et on peut donc penser assez sereinement que la banque a les moyens de ses choix. D'autre part, je pense que le risque serait encore plus grand de rester au sein d'un groupe, d'une confédération qui aspire à davantage de centralisation et à moins d'autonomie de ses membres.

Car l'enjeu est simple : en cas de centralisation accrue par la confédération, à terme (compte-tenu des stratégies concurrentes au sein-même du groupe), il est plus que probable que les dirigeants chercheront à supprimer les fonctions doublons. Dans ce cadre nouveau, il est plus que vraisemblable que les services fonctionnels du siège soient alors réduits, voire disparaissent complètement.

Et ça, nous ne pouvons l'accepter.

La manifestation de janvier 2016 à Brest en soutien à Arkéa est encore dans tous les esprits. Ce jour-là, outre les salariés, leurs familles, leurs voisins, étaient également présents : les administrateurs des caisses (et ce, quel que soit leur métier), des élus, des clients... Faire descendre autant de monde dans la rue pour défendre une entreprise - une banque ! – montre combien les habitants ont saisi l'impact de ce conflit pour leur région.

Surtout, cette mobilisation traduit la volonté de maintenir avec force les centres de décision en région.

C'est sans doute là l'enjeu principal de la bataille qui se joue en ce moment.

C'est pour cette raison que je m'associe pleinement à cette volonté et reste mobilisé aux côtés d'Arkéa.